

Débat avec la population : la Région a testé avec succès un format « live » à Quimperlé

Le président de Région, Loïg Chesnais-Girard s'est déplacé jeudi 4 décembre en soirée pour rencontrer la population du pays de Quimperlé dans la salle de la Loco aux côtés de Michaël Quernez, son premier vice-président et maire de Quimperlé, et Sébastien Miossec, président de Quimperlé Communauté et maire de Riec-sur-Belon. Mobilité, logement, agriculture, emploi... Les questions des plus des 200 personnes présentes n'ont pas manqué dans ce format « live » qui rapproche les Bretons de la Région Bretagne. Un format amené à être réorganisé partout en Bretagne.

Massifier les transports en commun pour agir en faveur de la planète

La Région Bretagne accélère sur la transition des mobilités pour participer à la réduction des gaz à effet de serre. Elle vient d'annoncer un effort sans précédent sur l'offre de Trains express régionaux (TER BreizhGo) qui doit permettre aux gares bretonnes d'avoir, d'ici à 2040, un TER toutes les vingt minutes. Sur la ligne Vannes-Quimper (en passant par Quimperlé), 17 trajets quotidiens supplémentaires seront mis en place d'ici 1 an dans le cadre d'une convention par laquelle l'acquisition de nouveaux TER sera financée par la Région à hauteur de 70 % et par les intercommunalités pour le reste, en proportion de leur population. La massification des transports en commun concerne aussi **« le réseau de cars a souligné Michaël Quernez, vice-président de la Région en charge des mobilités. BreizhGo va être densifié et modernisé pour que la Bretagne dispose d'un vrai réseau régional d'ici à 2030 »**. Depuis 2017, la Région pilote les transports interurbains, scolaires et les dessertes maritimes des îles. Elle a également en charge la gestion des derniers aéroports bretons dont l'État s'est désengagé il y a quinze ans. Les mobilités consomment 21 % (420 millions d'euros) du budget de la Région (2 milliards d'euros). **« Les biens communs (ports, aéroports, canaux) dont la Région a la charge nous permettent d'agir pour le développement du territoire »**, a ajouté Loïg Chesnais-Girard.

La défense des agricultures de notre région

Face aux interrogations sur la prééminence en Bretagne d'un modèle d'agriculture considéré par certains comme productiviste, le président de Région a plaidé pour la diversité des agricultures, à condition qu'elles préservent l'environnement et permettent aux exploitants de vivre de leur métier. Dans ce dossier, Loïg Chesnais-Girard a une conviction. **« Nous devons sortir des pesticides, c'est indispensable. Mais cette sortie ne se décrète pas sans alternative. En attendant, il faut continuer de produire pour nourrir tout en nous organisant pour faire face au changement climatique »**. Loïg Chesnais-Girard a rappelé que la Bretagne est engagée dans « le bien-manger pour tous » en faveur d'une alimentation accessible et de qualité. Dans les 115 lycées publics dont la Région a la charge, **« nous avons fait passer en sept ans la part d'achat d'ingrédients bio de 4 à 20 % »**, a souligné Loïg Chesnais-Girard. Les achats de produits locaux et ceux sous signes de qualité (Label Rouge, AOP, etc.) ont également progressé. **« La Région veut être exemplaire dans sa politique d'achats dans les lycées et viser à terme 100 % de produits locaux, 80 % sous signes de qualité et 30-40 % en bio. »** Pour cela, il faut un soutien financier de l'institution pour couvrir l'augmentation du prix des repas. C'est pourquoi la Région Bretagne vient d'augmenter sa contribution de 30 centimes par repas.

La clé du logement pour vivre et travailler en Bretagne

Interpellé sur la difficulté de se loger en Bretagne, le président de Région a reconnu que **« c'est un sujet complexe et redoutable alors qu'il relève de notre intimité. Nos enfants doivent pouvoir vivre en Bretagne. »** Loïg Chesnais-Girard s'est déclaré favorable à **« une réglementation sur les logements « Airbnb »** et à la surtaxation de la taxe d'habitation des résidences secondaires dans certaines communes -la liste est revue régulièrement-, comme le permet la loi depuis 2015. C'est un sujet d'autant plus sensible qu'il se combine avec l'objectif du zéro artificialisation nette (ZAN) de la loi « climat et résilience » (2021) qui impose aux Régions de lutter contre l'artificialisation des sols. Et donc de mettre sur le marché des terrains constructibles de plus en plus petits. Dans ce contexte tendu sur la constructibilité des espaces, le président de Région évoque le rôle que pourrait jouer à l'avenir l'Établissement public foncier de

Bretagne. « **Mais pour être efficace, ce n'est pas 10 mais 100 millions d'euros qu'il faudrait y injecter** ».

Créer des emplois durables

En fin de réunion à Quimperlé, les questions se faisaient plus nombreuses. Prenons-en deux : l'emploi et la préservation de l'environnement autour du projet d'extension de la carrière d'andalousite de Glomel... Sur le premier sujet, le président de Région a rappelé la nécessité pour l'économie régionale de pouvoir créer « **des emplois chez des artisans, dans des Pme, dans l'industrie qui emploie beaucoup de main-d'œuvre.** » Ce doit être nécessairement des emplois durables « **qui préservent la planète et la qualité (au travail)**, a ajouté Loïg Chesnais-Girard. **Sinon, l'industrie et l'emploi reculeront encore. On ne vivra pas que de services** ». Au sujet de la carrière de Glomel dont le projet d'extension provoque un vif débat, le président de Région s'est interrogé. « **Nous devons regarder la question de l'extraction minière en face et nous interroger sur l'origine des matériaux. Doit-on continuer d'importer des matériaux pour nos routes, nos maisons ?** ». C'est un sujet de souveraineté.